



Conseil de sécurité

Distr. générale
16 octobre 2023
Français
Original : anglais

Situation à Abyei

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application du paragraphe 5 de la résolution 2660 (2022) du Conseil de sécurité, dans lequel le Conseil a demandé à être informé des progrès accomplis dans l'exécution du mandat de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA). Il porte sur la période qui s'est écoulée depuis la publication de mon précédent rapport sur le sujet (S/2023/305), du 19 avril au 3 octobre 2023. Il fait le point, entre autres, sur les faits marquants survenus en ce qui concerne la situation politique et la sécurité, la situation des femmes et des jeunes, la paix et la sécurité, les droits humains, la situation humanitaire et le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière. Il met également en évidence les difficultés opérationnelles que rencontre la FISNUA en raison du conflit qui a éclaté au Soudan.

II. Abyei

Évolution de la situation politique

2. Pendant la période considérée, aucun progrès n'a été réalisé dans le processus politique à Abyei en raison des combats opposant les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide au Soudan, qui ont éclaté cinq jours seulement après la réunion du comité de haut niveau du Soudan et du Soudan du Sud sur Abyei, tenue les 9 et 10 avril à Khartoum.

3. Dans le cadre des efforts déployés par le Gouvernement du Soudan du Sud pour mettre fin aux violences entre les Ngok Dinka et les Twic Dinka dans les États d'Abyei et de Ouarrap (Soudan du Sud), le Président du Soudan du Sud, Salva Kiir Mayardit, a appelé les autorités des États de Ouarrap et d'Abyei à collaborer pour mettre en œuvre les éléments de l'accord conclu lors de la conférence de paix qui s'est tenue à Wau (Soudan du Sud) en avril dernier.

4. Les forces de sécurité des deux pays sont restées présentes à Abyei : Forces sud-soudanaises de défense du peuple et Police nationale sud-soudanaise dans la partie sud d'Abyei, Police du pétrole de Diffra dans la partie nord, en violation de l'Accord entre le Gouvernement de la République du Soudan et le Mouvement populaire de libération du Soudan concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei de 2011, ainsi que du mandat de la FISNUA. La



Force a continué de rappeler aux deux Gouvernements l'importance du maintien du statut démilitarisé et exempt d'armes d'Abyei.

5. La FISNUA a continué de suivre de près le conflit au Soudan en raison de ses conséquences pour Abyei. Du 15 au 18 mai, les responsables de la FISNUA se sont rendus à Djouba pour des réunions avec le Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale par intérim du Soudan du Sud, Deng Dau Deng Malek, et d'autres ministres, ainsi qu'avec les dirigeants de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et l'équipe de pays des Nations Unies. Les discussions ont porté sur l'ouverture éventuelle de itinéraires de ravitaillement et de relève des troupes au Soudan du Sud en raison de la fermeture des principaux itinéraires logistiques de la FISNUA à partir de Port Soudan et de Khartoum, ainsi que sur les efforts visant à garantir que les besoins humanitaires des personnes déplacées arrivant du Soudan soient satisfaits.

6. La FISNUA a facilité la visite à Abyei, du 6 au 14 juillet, du Comité mixte de contrôle d'Abyei. Par ailleurs, la Mission a tenu plusieurs réunions de coordination avec des acteurs régionaux, notamment l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, à Addis-Abeba, en mars, et à Nairobi, en mai. La collaboration de la FISNUA avec la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan et la MINUSS s'est poursuivie grâce à des réunions régulières de coordination et de partage d'informations sur des sujets d'intérêt commun, notamment la sécurité transfrontalière et les questions liées à la transhumance.

Dynamique du conflit et conditions de sécurité

7. La situation en matière de sécurité dans la région d'Abyei est restée tendue malgré la diminution des affrontements armés intercommunautaires. Au cours de la période considérée, les principales menaces pour la sécurité étaient liées aux violences intercommunautaires, aux vols de bétail, à la prolifération d'armes et de munitions et aux vols le long du principal axe d'approvisionnement qui relie Soudan et Soudan du Sud. Le conflit en cours au Soudan se répercute également sur les conditions de sécurité, notamment du fait de l'afflux de personnes déplacées du Soudan vers Abyei et les relations entre Twic Dinka et Ngok Dinka restent un sujet d'inquiétude.

8. La période considérée a également été marquée par la présence d'environ 200 membres des Forces sud-soudanaises de défense du peuple et de la Police nationale sud-soudanaise, stationnés dans la zone générale d'Agok, au sud d'Abyei. Dans la partie nord d'Abyei, quelque 61 membres de la Police du pétrole de Diffra sont encore présents. Le 8 juin, la FISNUA a adressé au Gouvernement sud-soudanais une note verbale pour demander le retrait des Forces sud-soudanaises de défense du peuple et rappeler le mandat de la mission, qui consiste à maintenir la zone d'Abyei démilitarisée et exempte d'armes.

9. Au total, 62 incidents armés ont été signalés, dont 20 attaques armées directes contre des civils, 20 tirs aveugles et 22 vols de bétail ou vols à main armée. Sur les 21 attaques armées directes contre des civils, 2 étaient des affrontements intercommunautaires entre les communautés Misseriya et Ngok Dinka, 6 étaient des affrontements entre les communautés Ngok Dinka et Twic Dinka, et 13 auraient été perpétrées par des Nuer. Les incidents armés survenus au cours de la période considérée ont fait 82 morts et 122 blessés.

10. Quelque 28 armes et 534 munitions ont été confisquées par la FISNUA et détruites par le Service de la lutte antimines. Au total, 36 personnes ont été

appréhendées pour détention illégale d'armes à feu et remises aux autorités compétentes. La FISNUA a également intercepté huit personnes apportant des armes ou des munitions au marché d'Amiet.

11. Les affrontements intercommunautaires entre les communautés Misseriya et Ngok Dinka ont considérablement diminué au cours de la période considérée, mais les tensions encore existantes ont conduit à deux incidents signalés. Le 19 mai, des membres des communautés Ngok Dinka et Misseriya se sont affrontés au sujet d'un camion d'oignons, causant la mort d'un Misseriya et blessant 3 Ngok Dinka et 11 Misseriya. De même, le 4 août, un Ngok Dinka a été poignardé par un Misseriya au cours d'une bagarre déclenchée parce que certains services n'auraient pas été payés. Cet incident a conduit à une attaque d'environ 20 membres de la communauté Ngok Dinka, dont certains étaient armés, contre la communauté Misseriya au marché d'Amiet, causant la mort d'un membre de la communauté Misseriya, et blessant gravement 1 Ngok Dinka et 7 Misseriya. L'intervention des forces de maintien de la paix de la FISNUA a permis d'endiguer l'affrontement.

12. Les affrontements entre les communautés Ngok Dinka et Twic Dinka ont également diminué au cours de la période considérée. Six attaques armées ont été enregistrées, faisant 18 morts et 9 blessés. L'affrontement le plus important s'est produit le 28 août, lorsqu'environ 200 Twic Dinkas vraisemblablement armés, apparemment originaires de l'État de Ouarrap, au Soudan du Sud, ont lancé une attaque coordonnée contre les trois communautés voisines de Majbong, Abatok et Agok, tuant 4 civils et en blessant 5 autres. Au total, 119 femmes et enfants ont également été déplacés et ont reçu l'aide de l'ONU. Les assaillants ont également tiré sur des soldats de la paix de la FISNUA qui revenaient d'une patrouille sans rapport avec l'incident, blessant trois Casques bleus. À la suite de l'attaque, la FISNUA a déployé une force de réaction rapide et les assaillants ont pris la fuite.

13. Pendant la période considérée, les incidents impliquant des membres de la communauté Nuer se sont multipliés dans la région d'Abyei. La plupart des 13 incidents étaient liés à des vols de bétail et les communautés Misseriya et Ngok Dinka étaient prises pour cible. L'incident le plus grave a eu lieu le 20 mai, lorsque des membres armés des communautés Nuer et Ngok Dinka ont volé du bétail dans la communauté Misseriya de Sink, faisant neuf morts, dont cinq Misseriya, trois Nuer et un Ngok Dinka, au cours d'un échange de tirs.

14. Le 29 septembre, des membres de la communauté Ngok Dinka ont été pris pour cible par un nombre non confirmé d'assaillants armés sur le nouveau marché d'Abyei. Il y a eu au moins 11 morts, dont 2 femmes, et 16 blessés. La FISNUA a déployé une force de réaction rapide pour stabiliser la situation et s'est entretenue avec les dirigeants des communautés concernées afin d'apaiser les tensions et de veiller à ce que la population d'Abyei soit informée de la réponse multidimensionnelle apportée par la mission.

15. Depuis l'activation du système d'alerte précoce à l'échelle de la mission en octobre 2022, la FISNUA a continué à renforcer le mécanisme grâce à une mise en réseau efficace avec les comités de protection des communautés, les jeunes, les femmes et d'autres réseaux afin d'améliorer la collecte d'informations et la réponse rapide. La mission a poursuivi son étroite collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sur la formation des comités d'alerte précoce au niveau communautaire, notamment sur les moyens de repérer les signes d'alerte précoce et de les signaler aux autorités compétentes. Au cours de la période considérée, un total de 99 points focaux, dont 40 femmes, ont été formés dans les communautés locales. Le 30 juillet, une trentaine d'hommes armés Nuer ont été repérés par des habitants de la région de Marial Achak. Ils ont signalé l'incident à la FISNUA par l'intermédiaire du réseau d'alerte précoce des jeunes. Celle-ci a

immédiatement déployé une force de réaction rapide dans la région et a escorté les membres de la communauté qui fuyaient vers le village de Wayeng à Marial Achak, dans le secteur sud.

16. Au cours de la période considérée, quelque 16 628 patrouilles terrestres et 30 patrouilles aériennes ont été effectuées dans la région d'Abyei. En outre, les pelotons d'engagement de la FISNUA ont assuré la protection des paysannes et des autres chargées d'aller ramasser du bois de chauffage. Par ailleurs, les pays fournisseurs de contingents de la FISNUA ont entrepris de nombreuses activités de coopération civilo-militaire, notamment la construction de cliniques, d'écoles et d'un centre professionnel, la rénovation d'écoles, l'installation de puits et la donation d'équipements éducatifs et sportifs et d'autres matériels. Ils ont également fourni des générateurs et créé des potagers au profit des communautés locales.

Reconfiguration de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei

17. Au cours de la période considérée, plusieurs contingents de la FISNUA ont atteint leur pleine capacité opérationnelle, à savoir ceux du Bangladesh, du Népal, du Pakistan, du Viêt Nam et l'unité chinoise d'hélicoptères de manœuvre moyens. Une force de réaction rapide chinoise a déployé un détachement précurseur de 20 personnes ; les 130 soldats restants seront déployés une fois reçu l'équipement appartenant aux contingents, à la saison sèche. Le déploiement du Groupe de la protection rapprochée nigérian, composé de 11 soldats, est prévu pour le mois d'octobre.

18. L'étape finale du déploiement des troupes et des équipements appartenant aux contingents dans le cadre de la reconfiguration, qui devait s'achever à la fin du mois de mai 2023, a été retardée en raison du conflit au Soudan. Les unités dont le matériel n'est pas encore entièrement déployé, notamment le bataillon indien, le bataillon ghanéen, l'unité médicale ghanéenne et la compagnie de défense de la base nigériane, ont pu utiliser du matériel appartenant à l'ONU, de sorte que leur capacité opérationnelle n'a été que marginalement affectée. Les équipements appartenant à la force de réaction rapide chinoise et à la compagnie de défense de la base nigériane ont été détournés de l'itinéraire initialement prévu, qui passait par Port-Soudan. La relève des contingents, initialement perturbée par le conflit au Soudan, a pu reprendre.

Atteintes à la liberté de circulation

19. Au cours de la période considérée, quatre atteintes à la liberté de circulation ont été enregistrées. Le 5 mai, à un point de contrôle situé à environ 5 km au sud de la jonction d'Athony, des membres des Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont empêché un convoi de l'équipe intégrée pour la mobilité de la Force de la FISNUA de se diriger vers le sud. Le 6 juin, des membres des Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont bloqué une équipe de reconnaissance de la FISNUA à leur point de contrôle 5 km au sud de la jonction d'Athony et à Agok. Enfin, le 25 juillet, les Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont bloqué l'accès d'une patrouille conjointe de la FISNUA au poste du comité de protection de la communauté d'Agok. À Agok, les Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont insisté à plusieurs reprises pour que le personnel de la FISNUA les prévienne avant de patrouiller dans la zone d'Agok ou d'y pénétrer, en violation de l'Accord sur le statut des forces et du mandat de la FISNUA.

Dialogue intercommunautaire

20. La FISNUA a continué de coopérer avec les autorités traditionnelles et locales, les jeunes, les femmes et d'autres membres de la société civile au nord et au sud d'Abyei afin d'instaurer la confiance et de rallier les soutiens en faveur de la paix

intercommunautaire. Elle a également fait appel au comité mixte pour la paix entre les communautés et au comité mixte de protection du marché d'Amiet pour désamorcer les tensions.

21. Le 31 mai, l'Administrateur en chef nommé par Djouba pour la ville d'Abyei a revu la composition du comité mixte pour la paix entre les communautés et a nommé 11 nouveaux membres, qui ont rejoint leurs 11 homologues de Misseriya. La FISNUA a facilité l'organisation de 11 réunions du comité mixte pour la paix entre les communautés, consacrées aux différends entre communautés, en particulier ceux qui concernent le marché d'Amiet, notamment les questions de vol de bétail, celles liées à l'afflux de populations Nuer et les affaires de meurtre.

22. Du 7 au 9 juin 2023, la FISNUA, Concordis International et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont organisé conjointement la Conférence sur les couloirs de transhumance entre Misseriya et Ngok Dinka à Noong (secteur centre). Bien que les chefs suprêmes des deux communautés n'aient pas assisté à l'événement, les représentants des communautés ont convenu de mesures concrètes pour assurer une transhumance pacifique ; notamment, les Ngok Dinka ont accepté que les Misseriya puissent se faire soigner dans la ville d'Abyei.

23. La FISNUA a poursuivi ses contacts avec les chefs coutumiers, l'administration mise en place à Abyei par Djouba, les représentants administratifs de Diffra et les représentants de la société civile afin d'appuyer la mise en œuvre de l'accord conclu à Noong et des mesures convenues lors de la conférence de paix saisonnière qui s'est tenue à Todach du 20 au 23 mars. Les participants à ces deux conférences ont notamment appelé à une collaboration accrue entre les chefs suprêmes, à l'organisation de conférences de suivi et à un nouvel accord sur la liberté de circulation à Abyei.

24. Lors de deux manifestations organisées par la FISNUA à Abyei les 15 et 19 août, l'Administrateur en chef d'Abyei nommé par Djouba a fait des déclarations publiques appelant à l'installation de Ngok Dinka dans diverses parties du nord d'Abyei, y compris à Diffra.

25. La FISNUA continue de mobiliser les parties prenantes pour répondre aux menaces qui pèsent sur la cohésion sociale, notamment celles liées à l'augmentation du nombre de membres de la communauté Nuer déplacés depuis le Soudan du Sud, et à la présence de populations Rueng et d'autres groupes sur le marché d'Amiet et au-delà. Le 9 août, elle a facilité une mission de gestion de crise d'urgence menée par le Chef suprême des Ngok Dinka et les dirigeants des Nuer à Rumamier lorsque la tension est montée entre les communautés Nuer, Rueng et Ngok Dinka à la suite d'une attaque qui aurait été perpétrée dans la région en janvier 2023 par un groupe armé composé de Twic Dinka et de Nuer.

26. La FISNUA a facilité le déplacement de membres de l'administration mise en place à Abyei par Djouba, qui se sont rendus à Wau, au Soudan du Sud, pour assister aux pourparlers de réconciliation entre Ngok Dinka et Twic Dinka, du 7 au 9 août. Un accord a été conclu sur un cessez-le-feu, le désengagement des Nuer armés et la liberté de mouvement entre les zones touchées par les tensions. Peu après, du 11 au 16 août, le Ministre des affaires est-africaines du Soudan du Sud, Deng Alor Kuol, s'est rendu à Abyei pour discuter de la sécurité avec l'Administrateur en chef nommé par Djouba et pour renforcer le soutien local aux accords conclus à Wau.

27. L'UNISFA a commencé à mettre en œuvre 15 projets à impact rapide au profit des communautés locales, dont 5 dans le secteur nord et 9 dans le secteur centre et le secteur sud. Les projets entrepris portent sur l'aide à l'installation de réservoirs d'eau solaires, de pompes à bras, de centres de santé, de salles de classe et de toilettes. Un projet bénéficiant à la fois aux communautés Misseriya et Ngok Dinka a également

été entrepris pour construire une cuisine au centre de détention d'Amiet. Selon les estimations, chacun de ces projets devrait bénéficier à environ 500 personnes. Toutefois, en raison de la crise au Soudan, les projets à impact rapide dans le nord d'Abyei ont été suspendus du fait de difficultés d'approvisionnement et de déplacement.

État de droit

28. La présence des Forces sud-soudanaises de défense du peuple dans le sud d'Abyei a continué de poser des problèmes pour le renforcement de l'état de droit. Depuis octobre 2022, lesdites forces occupent le centre de détention du comité de protection de la communauté d'Agok, ainsi que trois écoles dans la région d'Agok. La FISNUA a soulevé cette question auprès du Gouvernement sud-soudanais lors de réunions et dans une note verbale demandant le retrait immédiat des soldats. Cependant, à ce jour, les installations sont toujours occupées.

29. Le 28 avril, puis les 3, 14, 23 et 29 mai, la FISNUA a constaté la présence de membres de la police soudanaise déployés sur le champ pétrolier de Diffra au marché de Dari, où, par groupes de 10 à 40 personnes, ils effectuaient des patrouilles ou achetaient des produits de base. À la suite des interventions de la FISNUA et de discussions avec les observateurs nationaux du Soudan, aucune autre activité de patrouille n'a été observée dans le nord d'Abyei.

30. Aucun progrès n'a été accompli sur le plan de la mise en place du Service de police d'Abyei par le Soudan et le Soudan du Sud. La police des Nations Unies a continué à appuyer et à renforcer l'état de droit en soutenant les comités de protection de la population locale et les comités mixtes de protection. Les comités de protection de la population locale et les comités mixtes de protection disposent de 53 postes dans le secteur nord, le secteur centre et le secteur sud. Le comité mixte de protection du marché d'Amiet est composé de 52 membres, dont 4 femmes. Les comités de protection de la population locale dans la région d'Abyei comptent au total 1 223 membres, dont 181 femmes, dont le profil a été établi et contrôlé par la police des Nations Unies en étroite collaboration avec les autorités traditionnelles et locales.

31. La police des Nations Unies a continué à former les membres des comités de protection de la population locale et des comités mixtes de protection, notamment en ce qui concerne les droits humains fondamentaux et les dispositifs d'alerte rapide. Au cours de la période considérée, elle a ainsi organisé 40 sessions de formation au bénéfice de 99 membres de comités de protection dans le secteur sud, 66 membres de comités de protection de la population locale et des comités mixtes de protection dans le secteur nord et 192 membres de comités de protection de la population locale dans le secteur centre. Les femmes, au nombre de 157, représentaient 44 % de l'ensemble des personnes formées. Le 20 juillet, la police des Nations Unies a dispensé une formation aux droits humains fondamentaux à 30 membres de la brigade des pompiers d'Abyei, dont 15 femmes. Entre le 19 avril et le 25 août, les comités de protection de la population locale et les comités mixtes de protection ont signalé 731 infractions, soit 115 cas de plus que lors de la période précédente.

32. La police des Nations Unies a renforcé les capacités opérationnelles des comités de protection de la population locale et des comités mixtes de protection en leur fournissant du matériel, notamment des lampes torches portables et rechargeables, des imperméables, des vestes réfléchissantes, des T-shirts, des chaises, des tables, des bottes, des bâches en plastique, du matériel sanitaire et des articles de papeterie.

33. Du 19 avril au 20 septembre, la police des Nations Unies a effectué 1 259 patrouilles locales interactives afin de mobiliser le public et de l'amener à participer aux initiatives de consolidation de la paix, dont 1 048 patrouilles conjointes,

200 patrouilles indépendantes d'observation et 11 patrouilles de reconnaissance aérienne en tandem avec des observateurs militaires et des observateurs nationaux soudanais et sud-soudanais.

34. Les spécialistes des questions pénitentiaires de la FISNUA ont effectué 498 visites dans les centres de détention d'Abyei afin de fournir des conseils sur les meilleures pratiques en matière de traitement des détenus. En outre, 4 343 activités liées à l'ordre public ont été menées, dont 301 activités de sensibilisation axées sur la prévention et la réduction de la criminalité, la sécurité routière et la violence sexuelle et fondée sur le genre.

35. L'accès à la justice est resté difficile en raison de l'absence d'un système de justice pénale unifié. Bien qu'il existe un tribunal reconnu par l'administration nommée par Djouba dans le sud d'Abyei, l'administration de la justice dans l'ensemble de la zone dépend fortement des tribunaux traditionnels, qui n'ont pas la capacité de traiter les infractions graves. Après la relance des comités mixtes de protection en mai 2023, les Misseriya et les Ngok Dinka ont accepté de rétablir la pratique de la « compensation du prix du sang » pour régler les litiges criminels impliquant les deux communautés. L'absence d'un mécanisme de justice permettant d'obliger les auteurs de crimes à répondre individuellement de leurs actes reste un problème.

Situation des droits humains

36. La situation des droits humains demeure fragile et les relations entre les communautés restent tendues. Au cours de la période considérée, la FISNUA a mené diverses activités dans le domaine des droits humains, notamment des campagnes de sensibilisation et de mobilisation auprès de diverses parties prenantes.

37. La FISNUA a organisé neuf formations de sensibilisation aux droits humains à différents endroits, à l'intention des comités de protection de la population locale et des représentantes des femmes. Il s'agissait de souligner l'importance de l'inclusion des femmes et des jeunes dans les activités liées aux droits humains.

38. Entre avril et août, la FISNUA a mené 90 activités de sensibilisation à la prévention des violences sexuelles et des violences de genre et à la protection des droits des femmes et des enfants, pour 1 831 bénéficiaires (387 hommes, 461 femmes, 557 garçons et 426 filles). Au cours de cette période, la police des Nations Unies a également mené une campagne de sensibilisation à la prévention de la violence sexuelle et fondée sur le genre auprès de 60 élèves de trois écoles, dont 30 filles. Le service d'accueil pour les femmes de la FISNUA a poursuivi son rôle d'orientation pour répondre aux préoccupations des victimes et des rescapées de violences sexuelles et fondées sur le genre dans la région d'Abyei, en particulier pour les femmes et les filles les plus exposées.

39. Entre avril et août, quatre violations des droits humains ont été enregistrées à Agok. Quatre personnes ont été détenues de manière abusive et la police des Nations Unies est intervenue pour les faire transférer au comité principal de protection de la population locale d'Abyei. La FISNUA a continué de surveiller les violations présumées des droits humains commises à l'encontre des détenus dans trois centres de détention gérés par les comités de protection de la population locale. Les spécialistes des questions pénitentiaires de la FISNUA ont effectué 498 visites dans les trois centres de détention. Sur les 624 personnes détenues, 125 auraient commis des délits mineurs. La FISNUA est intervenue pour veiller à ce que ces détenus soient libérés conformément aux normes minimales. Elle est également intervenue dans le cas d'un enfant mineur détenu avec sa mère. Elle a aussi mis en place un système d'orientation vers un hôpital local pour les détenus malades.

40. Depuis la mi-avril, des populations déplacées arrivent à Abyei en provenance du Soudan. Face aux rapports faisant état de harcèlement, de violences sexuelles et fondées sur le genre et de taxation illégale des personnes déplacées arrivant du Soudan, la FISNUA a lancé une campagne de sensibilisation à l'universalité des droits humains à l'intention des comités de protection de la population locale et des communautés.

Situation humanitaire

41. L'afflux de Sud-Soudanais retournant au pays, de Soudanais déplacés et de ressortissants de pays tiers fuyant la crise au Soudan a continué d'affecter Abyei. L'interruption des activités économiques au Soudan, d'où proviennent de nombreux biens et produits de base pour la région, a constitué un autre défi de taille. En mai 2023, l'OIM a mis en place un point de contrôle des flux au marché d'Amiet pour enregistrer et suivre les nouvelles arrivées. Au 19 septembre, on estimait à 9 331 le nombre de personnes arrivées depuis le Soudan en passant par Amiet, et à 867 le nombre d'arrivées par la bande d'atterrissage d'Agok. Plusieurs milliers de rapatriés d'Abyei sont dans l'impossibilité de quitter Renk en raison de contraintes financières. Le Programme alimentaire mondial a fourni une aide alimentaire d'une durée de trois mois à environ 7 000 personnes déplacées, arrivées à Abyei en fuyant la crise au Soudan. En outre, environ un millier de demandeurs d'asile et de ressortissants de pays tiers ont bénéficié d'une aide pécuniaire pendant sept jours.

42. La FAO a fourni à 1 500 ménages des semences pour la saison principale et des outils agricoles. Une évaluation des vulnérabilités menée par les partenaires humanitaires a révélé que 546 des 1 929 ménages de rapatriés sud-soudanais et de la communauté d'accueil ciblés étaient extrêmement vulnérables, certains d'entre eux ayant reçu des abris et des articles non alimentaires de la part de l'OIM. Au 6 septembre, les équipes sanitaires de l'OIM au marché d'Amiet ont fourni des services de santé primaire à 1 987 nouveaux arrivants, ont renvoyé 322 cas graves vers des centres de santé de niveau supérieur, et ont renvoyé 195 enfants souffrant de malnutrition vers des centres de nutrition gérés par des partenaires. L'OIM a également mis en place un programme élargi de vaccination et a fourni des vaccins contre la COVID-19 aux nouveaux arrivants, y compris aux réfugiés du centre de transit. Entre le 8 juin et le 6 septembre, elle a fourni des services de soutien psychosocial à 2 887 arrivants, dont 1 957 adultes (848 hommes, 1 109 femmes) et 930 enfants (502 garçons, 428 filles).

43. La FISNUA a également fait état d'un afflux important de réfugiés en provenance de pays tiers. Au mois d'août, quelque 1 538 ressortissants de pays tiers et demandeurs d'asile soudanais étaient arrivés au centre de transit d'Abyei. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a transporté la plupart de ces ressortissants de pays tiers et demandeurs d'asile soudanais vers Aweil et Jamjang, tandis que 600 personnes, pour la plupart érythréennes, ont choisi de rester à Abyei.

44. Au mois d'août, 6 organismes des Nations Unies et 16 organisations non gouvernementales nationales et internationales ont fourni une aide humanitaire à un total cumulé d'environ 220 000 personnes vulnérables dans le centre et le sud d'Abyei, soit environ 8 000 personnes de plus que pendant la période précédente. Il s'agit principalement de personnes fuyant les violences au Soudan qui se sont réfugiées en Abyei. Les cas de paludisme ont augmenté en Abyei et les partenaires humanitaires ont prépositionné des fournitures pour fournir une assistance aux personnes touchées. Les partenaires de santé ont prépositionné des médicaments et examiné les enfants aux points d'entrée après que des cas de rougeole aient été signalés parmi les rapatriés dans les zones voisines. L'accès aux services de base a continué d'être entravé par la faiblesse, voire la carence, des services publics fournis

par les autorités locales, notamment dans les domaines de la santé publique, de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène, de l'éducation et de la protection ainsi que de l'assistance technique à l'agriculture et à l'élevage. Sur les 36 centres de santé dans le sud et le centre d'Abyei, seuls 16 sont opérationnels, du fait de la limitation des capacités et de l'insuffisance des ressources. La FISNUA dans le secteur nord a fourni une aide d'urgence en coordination avec l'OIM Soudan. La FISNUA a poursuivi son étroite coordination avec les équipes de pays des Nations Unies au Soudan et au Soudan du Sud afin de trouver des moyens de renforcer la présence de l'ONU dans les zones où les besoins sont les plus pressants en raison de la violence qui sévit au Soudan.

Les femmes et la paix et la sécurité

45. La FISNUA a coopéré avec les autorités traditionnelles et locales, les réseaux de femmes et la société civile sur des questions liées aux femmes, à la paix et à la sécurité. Priorité a été donnée à la promotion de la participation des femmes dans les instances de gestion des conflits et au plaidoyer pour l'inclusion des femmes dans l'administration locale. Dans le nouveau cabinet de l'administration mise en place à Abyei par Djouba le 31 mai, les femmes se sont vu attribuer deux postes ministériels sur huit.

46. La FISNUA a organisé neuf réunions avec 117 femmes de différents secteurs entre avril et août et a facilité trois réunions mensuelles du Comité mixte des femmes pour la paix. Lors de ces réunions, les femmes ont fait part de leurs préoccupations concernant les menaces liées au genre qui pèsent sur leurs moyens de subsistance. Pour répondre à ces préoccupations, la FISNUA a effectué plus de 1 781 patrouilles tenant compte de la dimension de genre, concernant 1 623 hommes, 1 878 femmes et 1 125 enfants. En outre, 40 femmes ont été intégrées au réseau du système d'alerte précoce. L'action dans le nord d'Abyei est restée difficile, notamment en raison de l'absence d'un réseau de femmes bien organisé.

47. Au total, 24 cas de violence physique à l'encontre de femmes ont été signalés, dont 16 cas de violence domestique. Cinquante-neuf cas de violence sexuelle et fondée sur le genre ont été enregistrés et ont fait l'objet d'une enquête par les comités de protection de la population locale et les comités mixtes de protection, dont 1 enlèvement, 2 viols, 1 tentative de viol, 11 agressions physiques et 17 cas de violence domestique. La FISNUA a organisé 341 sessions de sensibilisation et formé 30 personnes chargées des questions d'égalité des genres aux droits des femmes et à la gestion des cas de violence fondée sur le genre.

48. La FISNUA a continué à renforcer la capacité du personnel en tenue et du personnel civil à intégrer la dimension de genre dans tous les domaines de leur travail. Le 12 mai, elle a mis en place un système interne de points focaux pour les questions de genre afin d'améliorer la coordination et la réponse intégrée aux besoins de protection des femmes dans la région d'Abyei. Le 22 juin a été lancé le réseau des femmes de la police de l'ONU, instance de partage des expériences, de sensibilisation à l'intégration de la dimension de genre dans les opérations de paix et de promotion de la mise en œuvre du mandat au sein de la mission et parmi les communautés d'accueil dans la zone d'Abyei.

Les jeunes et la paix et la sécurité

49. La FISNUA a continué de faire participer les jeunes à des programmes destinés à lutter contre la privation de droits des jeunes, leur implication dans les conflits et leur enrôlement dans les groupes armés. Le 13 août, elle a lancé un plan d'activités de deux semaines pour commémorer la Journée internationale de la jeunesse, comprenant des séminaires sur les traumatismes et la réconciliation, l'environnement,

les droits humains, le genre, l'alerte précoce, des activités sportives et culturelles, et des forums avec les chefs traditionnels sur les mécanismes de consolidation de la paix.

50. Parce qu'il importe d'appliquer une perspective de genre dans les domaines de la jeunesse, de la paix et de la sécurité, un symposium appelant à la participation des jeunes femmes à tous les niveaux pour influencer la prise de décision a été organisé le 13 août avec le Ministère du genre, de l'enfance et de la protection sociale de l'administration d'Abyei nommée par Djouba. Quelque 18 femmes et 33 hommes y ont participé. Dans le nord d'Abyei, la FISNUA a continué à encourager la participation des jeunes aux processus de paix. Une manifestation sur la jeunesse, la paix et la sécurité a été organisée à Diffra du 22 au 23 août à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse. Elle a attiré 35 animateurs de mouvements de jeunesse, dont 10 femmes.

Opérations du Service de la lutte antimines

51. Le conflit au Soudan a empêché le déploiement complet du personnel du Service de la lutte antimines au quartier général du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière à Kagouli (Soudan), et dans ses deux bases d'opérations, le personnel international ayant été transféré à Abyei les 3 et 4 mai.

52. Au cours de la période considérée, aucun mouvement ou déploiement de la FISNUA, du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, des travailleurs humanitaires et des civils n'a été interrompu ou annulé en raison de la présence de mines terrestres ou de restes explosifs de guerre. Le Service de la lutte antimines a déterminé qu'environ 767 819 mètres carrés de terres et 45 kilomètres de routes dans la zone d'Abyei étaient sans danger pour la FISNUA, les acteurs humanitaires et la population locale. Les zones testées comprennent les bases d'opérations temporaires et les itinéraires de patrouille de la FISNUA, ainsi qu'une zone à proximité d'Abyei qui devrait accueillir un nouveau site de personnes déplacées et deux zones au nord-ouest d'Abyei, Koladit et Maker, suspectées d'être contaminées par des mines terrestres. Tous les restes explosifs de guerre et les mines terrestres récupérés lors des activités de déminage ont été détruits de manière contrôlée.

53. Le Service de la lutte antimines a continué à aider la FISNUA à détruire les armes et les munitions confisquées : 28 armes d'assaut et 534 munitions ont ainsi été détruites au cours de la période couverte par le rapport.

54. Le Service de la lutte antimines a continué à dispenser une formation sur les risques liés aux engins explosifs : 261 sessions ont été organisées au bénéfice de 1 983 personnes dans la région d'Abyei, dont 540 hommes, 484 femmes, 557 garçons et 402 filles. Les habitants ont reçu du matériel éducatif adapté à la situation locale visant à les sensibiliser au danger des restes explosifs de guerre, au moyen notamment de pièces de théâtre présentées à 6 259 enfants. En outre, 18 sessions de formation à la sécurité ont été dispensées à 603 membres du personnel des Nations Unies et acteurs humanitaires, dont 163 femmes.

55. Le Service de la lutte antimines a continué d'entretenir et de fournir 16 véhicules à l'épreuve des mines aux Casques bleus de la FISNUA dans le cadre d'un accord de cession de droit d'usage, qui a été prolongé jusqu'au 30 octobre, en attendant l'arrivée prévue du matériel appartenant aux contingents. Il a continué d'appuyer directement l'équipe intégrée pour la mobilité de la Force, dont le modèle de déploiement découle directement de la conception du Service relative au déploiement d'une équipe de déminage autosuffisante.

Programme conjoint des équipes de pays des Nations Unies au Soudan et au Soudan du Sud pour Abyei

56. La mise en œuvre des programmes de consolidation de la paix grâce au programme commun pour Abyei chapeauté par les équipes de pays des Nations Unies du Soudan et du Soudan du Sud s'est poursuivie en dépit des difficultés dues à la crise actuelle au Soudan.

57. En avril, le Programme alimentaire mondial a mis en place un service de dépistage et de soutien nutritionnel au marché d'Amiet pour fournir une assistance nutritionnelle aux populations exposées à la malnutrition grâce à des produits nutritifs spécialisés destinés aux enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition modérée, ainsi qu'aux femmes enceintes et à celles qui allaitent. En plus d'atteindre 800 femmes et enfants, l'OIM a également fourni un dépistage nutritionnel et une aide alimentaire vitale à plus de 7 000 personnes déplacées en provenance du Soudan.

58. Depuis avril 2023, l'OIM appuie la fourniture de services de vaccination contre les maladies à potentiel épidémique au moyen du programme conjoint d'Abyei pour les communautés Misseriya et Ngok Dinka, au bénéfice de 650 personnes. Sont concernés l'hôpital civil d'Abyei, l'hôpital général d'Amethbet et les soins de santé primaires à Amiet, Dokura/Rumajak et Wunrok. Au cours de la période considérée, l'OIM a également dispensé une formation professionnelle à 120 jeunes dans la ville d'Abyei afin de renforcer leur capacité à s'auto-employer et à contribuer à l'économie locale.

59. Le 24 août, dans la ville d'Abyei, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a lancé ses activités dans le cadre du programme conjoint pour Abyei, axées sur la santé sexuelle et reproductive et la violence de genre. Ces activités ont été entreprises par l'intermédiaire de son partenaire opérationnel, l'African Christian Ecumenical Alliance, l'accent étant mis sur la fourniture de services de base adaptés et tenant compte des conflits. De juillet à septembre, 3 158 personnes ont pu en bénéficier dans la ville d'Abyei, à Rumamer et à Mijak. En août et septembre, le FNUAP a également appuyé des sessions de sensibilisation au mariage d'enfants et à la violence de genre, qui ont touché plus de 80 habitants dans la ville d'Abyei. En outre, en juillet, a débuté à Mul Mul la construction d'un espace d'accueil pour les femmes et les filles, un lieu conçu pour donner des moyens d'action aux femmes et aux filles et les aider à rechercher, partager et obtenir des informations, à accéder à des services de lutte contre la violence de genre, à s'exprimer et à améliorer leur bien-être psychosocial. Le FNUAP a distribué 200 kits dignité aux femmes et filles vulnérables de Mul Mul en août et septembre. Le 7 août, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Soudan du Sud a déployé à Diffra un membre du personnel qui a commencé à mettre en œuvre la phase initiale des activités du PNUD dans le cadre du programme conjoint pour Abyei. En septembre, le Bureau du PNUD au Soudan a commencé à consulter la population sur le programme commun. La première session, qui s'est tenue le 20 septembre, a attiré 129 habitants, dont 88 femmes.

60. En raison du conflit au Soudan, le déploiement du personnel des Nations Unies et la livraison de fournitures dans le cadre du programme conjoint ont connu des difficultés et des retards importants. Comme le FNUAP, l'OIM et le PNUD sont présents dans la partie nord d'Abyei, le FNUAP Soudan a commencé le 6 septembre la mise en œuvre de son projet de santé visant à fournir des services de protection et de santé dans le nord d'Abyei par l'intermédiaire de son partenaire local Global Aid Hand. L'OIM a également commencé à acheter des fournitures médicales pour appuyer les services de santé à Diffra.

III. Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière : progrès réalisés par rapport aux critères définis

61. La mise en œuvre du mandat du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière a nettement souffert de la détérioration générale des conditions de sécurité résultant du conflit au Soudan. Le déclenchement des combats entre les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide a entraîné la fermeture de l'espace aérien soudanais, ce qui a empêché les bases du Mécanisme au Soudan d'effectuer des patrouilles aériennes. Les mouvements aériens sont limités au ravitaillement et aux mouvements de personnel sur la base d'autorisations spéciales accordées au cas par cas. Les missions de surveillance au sol sur les sites de l'équipe sont également limitées aux itinéraires accessibles en raison des problèmes de mobilité pendant la saison des pluies. En conséquence, et après une préparation minutieuse, la FISNUA a organisé des convois routiers pour acheminer du personnel et des fournitures telles que du carburant et des rations d'Abyei au quartier général du Mécanisme à Kadougli, le premier de ces convois ayant eu lieu le 29 juin. Les observateurs nationaux soudanais et sud-soudanais demeurent des sources d'information essentielles, car ils évaluent continuellement les conditions dans lesquelles se déroulent les opérations du Mécanisme.

62. Les conditions de sécurité dans la région de Kadougli se sont détériorées en raison d'affrontements entre les Forces armées soudanaises et le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord-faction Abdelaziz Héléou. Après que ce dernier a capturé quatre positions des Forces armées soudanaises au sud et au sud-est de Kadougli le 7 juin, la FISNUA a évacué vers Abyei et Entebbe (Ouganda) tout le personnel international des Nations Unies, conformément à la recommandation du Département de la sûreté et de la sécurité. D'autres membres du personnel de la FISNUA, notamment des soldats de la paix, des officiers d'état-major et des observateurs militaires, sont restés à Kadougli. Certains membres du personnel des Nations Unies recrutés sur le plan national se sont réinstallés avec les personnes à leur charge dans d'autres endroits du Soudan.

63. La présence d'activités armées aux frontières nord et nord-ouest du Kordofan méridional a entraîné la multiplication des points de contrôle et l'insécurité le long de la principale voie d'approvisionnement entre El Obeid (Soudan), et Kadougli. Plusieurs segments de l'itinéraire principal de ravitaillement entre El-Obeid et Kadougli restent sous le contrôle de divers groupes armés, notamment les Forces armées soudanaises, les Forces d'appui soutien rapide, le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan-Nord et des groupes criminels armés qui ont établi des points de contrôle entre El-Obeid et Kadougli. Toutefois, les Forces armées soudanaises conservent le contrôle d'El-Obeid. Au 19 septembre, des acteurs armés entourant Kadougli bloquaient les routes de sortie de la ville vers le sud et vers le nord. Ces blocages ont entraîné des pénuries de nourriture, de carburant et d'autres fournitures et ont considérablement augmenté le coût des produits de base dans la région de Kadougli ; l'électricité a également été coupée.

64. Le 10 août, un hélicoptère de la FISNUA transportant des troupes du quartier général du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière à Kadougli vers la base d'opérations 22 (Abou Qoussa/Wunkur) a essuyé des tirs d'artillerie antiaérienne de la part d'éléments présumés du SPLM-N Abdelaziz Héléou entre la ville de Kadougli et le village de Hamran, au sud-est. Le vol a alors été interrompu et l'hélicoptère est revenu sain et sauf à Abyei. Trois jours après cet incident, le SPLM-N Abdelaziz Héléou a attaqué Kadougli, mais les Forces armées soudanaises ont repoussé l'attaque.

65. La zone frontalière démilitarisée et sécurisée et les bases 21 (Tishwin) et 22 (Abu Qussa/Wunkur) du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière sont restées relativement calmes. Des patrouilles ont été organisées sur des itinéraires sélectionnés, l'état des routes pendant la saison des pluies ayant rendu certaines zones inaccessibles. Des forces de police sud-soudanaises armées et des forces de police soudanaises non armées sont restées déployées dans la zone frontalière démilitarisée et sécurisée autour de Tichwin, et l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition (SPLA-IO) était toujours présente dans le village de Fanikan, près d'Abu Qoussa/Wunkur. Les luttes intestines des factions de la SPLA-IO ont continué à poser des problèmes de sécurité dans la région. Le 1^{er} juillet, un groupe d'environ 70 soldats de la SPLA-IO représentant une faction s'est rendu dans le village de Fanikan pour des pourparlers de paix avec une autre faction. Des combats ont éclaté et sept membres de la faction visiteuse ont été tués. Le Mécanisme a continué à surveiller la situation, notamment pour éviter de possibles représailles.

66. En mai, la FISNUA a pris contact avec la direction générale du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance du Soudan du Sud, ainsi qu'avec le Ministre de la défense et des anciens combattants du Soudan du Sud, au sujet de la réouverture du secteur 1 du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière situé à Gok Machar, au Soudan du Sud, et de ses deux bases d'opérations, qui sont restées fermées depuis 2021. La FISNUA continue d'examiner les solutions possibles en collaboration avec les observateurs nationaux du Soudan du Sud et d'autres partenaires. Comme la crise au Soudan a entraîné certaines lacunes en matière de sécurité le long de la frontière avec le Soudan du Sud, la nécessité de surveiller la zone et, par conséquent, de rétablir les capacités opérationnelles du secteur se fait de plus en plus pressante.

67. Au cours de la période considérée, il n'y a pas eu d'activités notables sur la question de la démarcation des frontières et des couloirs de franchissement des frontières. Il reste encore aux Ministères du pétrole, à la Commission frontalière mixte et au Comité conjoint de sécurité à constituer un comité mixte chargé d'élaborer une proposition de règlement des différends liés au champ pétrolifère d'Al Nar. Les couloirs de passage de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud ont été ouverts aux rapatriés et aux autres personnes déplacées fuyant le conflit au Soudan.

IV. Questions administratives et appui à la mission

68. Au 30 septembre, l'effectif du personnel civil de la mission était de 287 agents, dont 171 recrutés sur le plan international, 31 Volontaires des Nations Unies et 85 agents recrutés sur le plan national, l'effectif autorisé étant de 190 agents recrutés sur le plan international, 38 Volontaires des Nations Unies et 94 agents recrutés sur le plan national. Les femmes représentaient 24 % du personnel civil.

69. Conformément à la directive du Secrétaire général et s'inspirant du plan de mise en œuvre de l'égalité des genres et du plan de travail pour 2021-2023 axé sur le recrutement et la rétention accrue de personnel féminin, la FISNUA compte désormais près de 44 % de femmes aux postes de direction. La mission a également continué à progresser dans le recrutement de femmes à des postes soumis à recrutement sur le plan national.

70. Au 30 septembre, les effectifs militaires de la FISNUA s'élevaient à 3 071 personnes, dont 284 femmes et 2 823 hommes (2 827 soldats, 122 officiers d'état-major et 122 observateurs militaires). Les effectifs du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, qui sont inclus dans ce total, comptaient

527 personnes, dont 28 femmes et 499 hommes (488 soldats, 14 officiers d'état-major et 25 observateurs militaires). Les femmes représentaient 8,1 % de l'ensemble du personnel militaire.

71. Au 4 septembre, l'effectif de la police des Nations Unies s'élevait à 37 policiers hors unités constituées, dont 17 femmes. Entre le 20 et le 25 juillet, le Gouvernement sud-soudanais a approuvé les visas de huit policiers hors unités constituées, de l'officier responsable des opérations et d'un expert de la Force de police permanente. La mission a maintenu les 50 policiers hors unités constituées pour lesquelles le Gouvernement soudanais a fourni des visas à ce jour. Les efforts se poursuivent en vue d'obtenir l'accord des autorités soudanaises pour porter le nombre d'officiers hors unités constituées à 148, comme l'a autorisé le Conseil de sécurité. Aucun progrès n'a été réalisé en ce qui concerne le déploiement des trois unités de police constituées autorisées par le Conseil de sécurité dont on a besoin pour répondre à l'augmentation des besoins liée à l'afflux de personnes déplacées en provenance du Soudan.

72. La mission a construit un complexe pour l'équipe de liaison féminine au quartier général du bataillon pakistanaï au camp Todach, afin de permettre à l'unité entrante de déployer du personnel féminin et de l'héberger de manière appropriée. Les travaux de construction de trois camps intelligents des Nations Unies à Athony, Agok et Highway ont débuté au cours de la période considérée. La construction du camp de Doukra, commencée il y a environ 18 mois, a été achevée au cours de la période considérée. L'initiative United Nations Smart Camp prévoit le remplacement de l'infrastructure des camps, en intégrant les principes de l'Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général et de l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix. La technologie a été intégrée aux infrastructures nouvellement construites afin de réduire les tâches à forte intensité de main-d'œuvre grâce à l'automatisation, à l'étude comparative de la résilience des ressources, à la mesure de la consommation et à l'établissement de rapports sur les performances des équipements essentiels grâce au système Unite de surveillance à distance des infrastructures de terrain.

73. Le conflit au Soudan a fermé l'itinéraire logistique principal en provenance du nord. Le fret, y compris le matériel appartenant aux contingents à Port Soudan, a été réacheminé avec succès via Mombasa, au Kenya, et Wau, au Soudan du Sud. L'approvisionnement en rations et en carburant ayant été brusquement interrompu par le conflit, la mission, avec l'aide du Département de l'appui opérationnel et de la MINUSS, a réorienté le ravitaillement par l'itinéraire logistique principal en provenance du sud. Ce résultat a été obtenu grâce à l'utilisation d'une capacité de génie lourd par l'équipe intégrée de mobilité des forces de la mission, ce qui fait de cette saison des pluies la première jamais enregistrée au cours de laquelle l'itinéraire principal de ravitaillement n'a pas été fermé. Les opérations humanitaires en ont également bénéficié, puisque l'acheminement des denrées alimentaires et des fournitures humanitaires à Abyei a pu se poursuivre.

Culture de la performance

74. La FISNUA a continué à améliorer l'utilisation du système géospatial d'appréciation de la situation et du Système complet de planification et d'évaluation de la performance au moyen d'une formation tirant parti de la capacité de la Cellule d'analyse conjointe de la mission. Après la mise en œuvre du système d'alerte précoce, la mission a continué à étudier les bénéfices de technologies innovantes alignées sur la Stratégie du Secrétaire général pour l'exploitation des données par tout le monde, surtout afin d'améliorer son efficacité et ses modalités d'exécution. En mai, une analyse du retour d'expérience des opérations de la saison des pluies a été

effectuée, conduisant à la publication de directives visant à guider et à améliorer les opérations militaires au cours des futures saisons des pluies.

Déontologie et discipline

75. Pendant la période considérée, il n'y a eu aucune allégation faisant état d'actes d'exploitation ou d'atteintes sexuelles. La Section déontologie et discipline a développé la prise de conscience en formant 163 militaires, dont 6 femmes. Une formation d'initiation a également été dispensée à 7 civils, 33 officiers d'état-major et observateurs militaires, 12 membres de la police et 17 membres des contingents militaires, dont 14 femmes. Des sessions de remise à niveau ont été proposées à 30 membres des contingents militaires, dont 6 femmes. La Section a continué à faire progresser le réseau de prévention de l'exploitation et des abus sexuels et le déploiement de l'exercice de simulation de prévention de l'exploitation et des abus sexuels pour l'ensemble du personnel civil et en uniforme. Du 31 juillet au 3 août, le Coordonnateur spécial chargé d'améliorer l'action des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles s'est rendu à Abyei pour fournir des conseils et promouvoir l'intégration de la prévention de l'exploitation et des abus sexuels au sein de toutes les entités des Nations Unies.

Information

76. La Section de la communication stratégique et de l'information a continué d'étudier les moyens de lutter contre la désinformation, les fausses informations et les discours de haine dans la région d'Abyei. Le 12 juillet, une radio Internet a été lancée pour renforcer l'appui au processus de paix et à l'exécution du mandat de la mission. La FISNUA s'est également associée à des troupes de théâtre de jeunes pour mettre en place des programmes visant à donner de la visibilité à son action. Des efforts continuent d'être déployés pour répondre rapidement et de manière appropriée à la mésinformation et à la désinformation, notamment par l'intermédiaire de la plateforme intégrée de réponse au cyberspace et de l'initiative Silver Screen, dans le cadre de laquelle des messages sont transmis à des publics locaux lors de projections de films.

V. Aspects financiers

77. Dans sa résolution [77/290 B](#), l'Assemblée générale a ouvert des crédits de 287,2 millions de dollars destinés à financer le fonctionnement de la FISNUA au titre de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024.

78. Au 7 septembre 2023, le montant des contributions non acquittées au compte spécial de la FISNUA s'élevait à 197,3 millions de dollars. À cette même date, le montant total des arriérés de contributions pour l'ensemble des opérations de maintien de la paix atteignait 4 456,3 millions de dollars.

79. Il a été procédé au remboursement des dépenses afférentes aux contingents pour la période allant jusqu'au 31 mars 2023 et à celui des dépenses afférentes au matériel appartenant aux contingents pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2022.

VI. Observations et recommandations

80. Je reste préoccupé par les conséquences pour Abyei de la prolongation des combats au Soudan, et notamment par le risque d'exacerbation des tensions intercommunautaires. Le conflit continue d'entraver les efforts politiques en vue du règlement du statut définitif d'Abyei et des questions frontalières. L'ONU demeure

disposée à accompagner les parties dans un processus politique inclusif lorsque les conditions le permettront, en collaborant étroitement avec l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement.

81. Le maintien des forces de sécurité sud-soudanaises et soudanaises à Abyei, en violation du statut démilitarisé de la région, est préoccupant. Je m'inquiète par ailleurs de l'occupation d'écoles et d'installations des comités de protection de la population locale par les forces sud-soudanaises dans le sud d'Abyei, qui a des conséquences négatives pour les habitants et entrave le travail de la FISNUA. Je rappelle l'Accord de 2011, et je rappelle que le Conseil de sécurité a demandé que la zone d'Abyei soit entièrement démilitarisée, ce qui n'est pas encore le cas.

82. Je salue la constance des efforts déployés par le Gouvernement sud-soudanais pour résoudre le conflit entre Ngok Dinka et Twic Dinka dans le sud d'Abyei et dans l'État de Ouarrap, au Soudan du Sud, et je me réjouis que la violence ait reculé au cours de la période considérée. Toutefois, les tensions entre les deux communautés restent une source d'inquiétude ; la FISNUA est déterminée à continuer de soutenir l'initiative de paix entre les deux communautés.

83. Je condamne fermement la poursuite des combats et les attaques ciblées contre des civils et des soldats de la paix de la FISNUA. La sécurité des soldats de la paix est une priorité absolue et j'appelle les autorités compétentes, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord sur le statut des forces, à enquêter rapidement sur ces attaques et à demander des comptes aux responsables.

84. Je demeure préoccupé par la prolifération des armes. J'appelle toutes les parties prenantes, notamment les autorités locales et les populations, à renforcer leur collaboration avec la FISNUA en soutenant les mécanismes d'alerte rapide et en y participant.

85. Je demande aux représentants misseriya et ngok dinka de mettre à profit l'engagement constructif manifesté à la Conférence sur les couloirs de transhumance tenue en juin à Noong, pour s'atteler à une cohabitation pacifique, en particulier pendant la période de transhumance, et garantir une participation véritable des femmes au processus de paix.

86. Les efforts de la police des Nations Unies visant à encadrer et à renforcer les capacités des comités de protection de la population locale et du comité de protection mixte continuent d'être très utiles pour promouvoir l'état de droit au sein d'Abyei. Toutefois, je rappelle de nouveau la nécessité de la mise en place du Service de police d'Abyei en vue de régler bon nombre de problèmes persistants ayant trait à l'état de droit dans la zone d'Abyei, jusqu'à ce que les parties s'entendent sur son statut définitif. La capacité de la FISNUA continue également d'être mise à rude épreuve en raison de l'absence persistante de progrès dans le déploiement de l'ensemble des policiers hors unités constituées et des trois unités de police constituées, conformément aux résolutions successives du Conseil de sécurité. Je demande instamment aux parties de permettre leur déploiement, en particulier à l'heure où Abyei doit faire face au flux continu de personnes déplacées en provenance du Soudan.

87. Je demande instamment aux parties au conflit au Soudan de faciliter la liberté de circulation et le réapprovisionnement en toute sécurité du quartier général du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière à Kadougli et de ses deux bases d'opérations et d'assurer un passage sûr à l'ensemble du personnel du Mécanisme et de la FISNUA lors de leurs déplacements à l'intérieur et à l'extérieur de la zone. Il est essentiel que ces personnes, ainsi que tout le personnel des Nations Unies recruté sur le plan national qui demeure à Kadougli, continuent à travailler dans des conditions sûres et sécurisées.

88. Je tiens à remercier le Chef par intérim de la mission et commandant de la Force de la FISNUA, le général de division Benjamin Olufemi Sawyerr, l'Envoyée spéciale pour la Corne de l'Afrique, Hanna Serwaa Tetteh, ainsi que l'ensemble du personnel de la FISNUA et des organismes, fonds et programmes à Abyei, d'œuvrer sans trêve ni repos en faveur du maintien de la paix et de la sécurité au bénéfice des habitants d'Abyei dans des conditions difficiles.
